

"Passage en force pour la monnaie unique" dans Le Monde diplomatique (Novembre 1996)

Légende: En novembre 1996, commentant les préparatifs de l'Union économique et monétaire (UEM), le mensuel français Le Monde diplomatique reproche vivement aux autorités allemandes de chercher à imposer à leurs partenaires de l'Union européenne leurs conceptions économiques et monétaires.

Source: Le Monde diplomatique. Novembre 1996, n° 512. Paris. "Passage en force pour la monnaie unique", auteur:Cassen, Bernard , p. 19.

Copyright: (c) Le Monde diplomatique

URL:

http://www.cvce.eu/obj/passage_en_force_pour_la_monnaie_unique_dans_le_monde_diplomatique_novembre_1996-fr-ec2d0ddf-2381-4f94-9c5c-43770fe2284a.html

Date de dernière mise à jour: 20/12/2013

SOUS LA POIGNE DE FER DE LA BANQUE CENTRALE ALLEMANDE

Passage en force pour la monnaie unique

BERNARD CASSEN

C'EST au moment où les opinions croient le moins aux vertus d'une monnaie unique fondée sur les critères de Maastricht que les décisions s'accélèrent pour la mettre en place au 1er janvier 1999. La stagnation de la croissance, la montée du chômage qui en résultent ne troublent guère les responsables gouvernementaux européens. Les autorités allemandes, qui fixent les règles du jeu et en contrôlent l'application, poursuivent implacablement leur objectif d'adapter l'Europe aux diktats des marchés mondiaux. En France, les "partis de gouvernement" restent muets ou obtempèrent.

Les comptes à rebours ne sont guère propices à l'expression des nuances. Arrêté lors du conseil européen de Madrid en décembre 1995, le calendrier menant au 1er janvier 1999, date du passage à l'euro, est jalonné d'échéances d'une telle complexité administrative et technique que l'heure n'est plus, affirment les responsables les plus autorisés, à la rediscussion d'options politiques définitivement tranchées par la ratification du traité de Maastricht⁽¹⁾.

Les électeurs français, par exemple, en votant - certes de justesse - "oui" le 20 septembre 1992, sont réputés s'être prononcés *ipso facto* pour les fameux critères de convergence - dont la réduction des déficits publics à moins de 3 % du produit intérieur brut (PIB) - et leurs effets ravageurs sur la situation de l'emploi; pour la dénationalisation de la Banque de France; pour le transfert à un aréopage de banquiers (non responsables devant qui que ce soit) d'une politique monétaire qui, par l'entremise des gouvernements, faisait partie jusqu'alors des compétences des citoyens, etc. De ce point de vue, M. Jacques Chirac, s'il trahissait sa plateforme électorale dans son tournant de la rigueur du 26 octobre 1995, centré sur la "*lutte contre les déficits publics*", se situait néanmoins dans la continuité de son engagement de 1992.

Est-ce parce que le doute sur le bien fondé des fameux critères de convergence gagne jusqu'à certains des orateurs des tribunes du référendum de 1992, de M. Valéry Giscard d'Estaing à M. Jacques Delors⁽²⁾ et M. Laurent Fabius, que la Commission de Bruxelles et les milieux dirigeants allemands élèvent le ton et semblent faire le pari du "ça passe ou ça casse" ?

M. Jacques Santer, président de l'exécutif communautaire, exige le silence dans les rangs: "*Si la monnaie unique est bonne pour l'emploi ? La question ne se pose même pas*⁽³⁾!" M. Karl Lamers, porte-parole pour les affaires étrangères du groupe chrétien-démocrate au Bundestag et homme de confiance du chancelier Helmut Kohl, est, en revanche, très explicite, et pas spécialement dans un registre "social" controuvé. Tout en faisant la leçon au président de l'Assemblée nationale, M. Philippe Séguin⁽⁴⁾, il vend carrément la mèche: "*Les règles de l'union monétaire européenne, telles qu'elles ont été formulées dans le traité de Maastricht, sont inspirées du modèle allemand, et apparaissent ainsi à de nombreux Français comme l'expression d'un diktat allemand. Mais il ne s'agit pas de cela. C'est le diktat de la réalité supranationale. Celle de la concurrence globale.*" Pour bien se faire comprendre, le député a préalablement énuméré quelques-uns des ingrédients de cette réalité: "*Le service public n'est pas une garantie de justice et n'est pas finançable dans l'état où il se trouve. La politique doit être orientée par rapport à la réalité supranationale. Les attentes des marchés financiers internationaux en sont une expression.*"

On attendait, de la part de ceux qui parent la monnaie unique de toutes les vertus en matière de lutte contre le chômage, de construction d'une identité européenne, etc., un démenti à cette théorisation - émanant d'une source aussi autorisée - de la politique comme "*expression de l'attente des marchés*", et non pas de l'attente des citoyens. Il n'est pas venu - et pour cause: tout ce que dit M. Lamers, certes sans précautions de langage excessives, est déjà gravé dans le marbre du traité sur l'Union européenne qui confie à des banquiers centraux "indépendants", c'est-à-dire à des porte-parole des marchés, la gestion de la monnaie, en premier lieu la fixation des taux d'intérêt. Et M. Hans Tietmeyer, président de la banque centrale allemande, vient de rappeler ce que sera leur programme en préconisant de "*réformer les systèmes de protection sociale et de démanteler les rigidités sur le marché du travail*⁽⁵⁾".

Si les politiques ont abdiqué une responsabilité aussi fondamentale, ils demeurent comptables, pour l'opinion, de décisions auxquelles ils n'ont plus part. Il leur restait donc à espérer que la future institution sise à Francfort ne serait pas en permanence sourde à leurs supplications. L'exemple de la Banque de France devenue indépendante devrait cependant avoir ouvert les yeux de ceux d'entre eux qui cultivaient encore de telles naïvetés. Le gouverneur Jean-Claude Trichet s'est installé dans le rôle du juge de paix qui dit souverainement "oui" ou "non" au gouvernement, et donc à l'émanation, via le Parlement, du suffrage universel. Grand-prince, M. Trichet vient récemment de déclarer que le projet de budget de M. Alain Juppé "va dans le bon sens", en d'autres termes qu'il "peut mieux faire", ce qui ira droit au coeur des grévistes du 17 octobre dernier protestant contre les milliers de suppressions d'emplois dans les services publics.

Ces gardiens du saint des saints

LE gouvernement français n'est pas le seul à s'être lancé dans la marche forcée vers l'euro, sous le regard sourcilieux de M. Hans Tietmeyer, et du ministre des finances de Bonn, M. Theo Waigel, qui se sont autodésignés gardiens du saint des saints monétaire européen. A Madrid, à Rome, à Bruxelles à Helsinki, à Lisbonne entre autres, on taille aussi dans les dépenses sociales et on se livre, au besoin, à des acrobaties comptables pour ne pas dépasser la barre fatidique des 3 % de déficit budgétaire par rapport au PIB.

Mais, cette barre, les autorités allemandes la jugent encore insuffisamment élevée, puisqu'elles ont fait adopter, lors du sommet des ministres de l'économie et des finances tenu à Dublin le 21 septembre dernier, un "pacte de stabilité" visant à prévenir tout "dérapage" budgétaire postérieur à l'admission dans le club de l'euro. Et ce, sous peine de sévères sanctions financières. Comme l'exprimait fort bien un banquier français: "Il faut avoir 10 à l'examen de passage et 10 au contrôle continu⁽⁶⁾." Les gouvernements nationaux savent désormais qu'ils ne disposeront plus d'aucune latitude pour s'adapter à des conjonctures particulières ou, plus ambitieusement, pour essayer une "autre politique" que celle qui a conduit au désastre social actuel. Une "autre politique" qui partirait du principe que les déficits publics sont la conséquence du chômage et non pas sa cause⁽⁷⁾.

Ainsi, après d'humiliantes contorsions, les dirigeants politiques se placent sous la férule, nullement bienveillante, des autorités monétaires allemandes, expression, comme le dit fort justement M. Lamers, des "attentes des marchés". En espérant au mieux de leur part quelque commisération, voire quelques accommodements. Le "pacte de stabilité" n'est pas seulement un pur produit de la pensée unique: c'est aussi le forceps qui fera accoucher d'une politique unique, puisque les gouvernements qualifiés pour l'euro se seront définitivement dépouillés non seulement de l'instrument monétaire - prérogative de la Banque centrale européenne - mais aussi de l'instrument budgétaire.

Dans ces conditions, quel sens pourrait bien avoir une alternance politique, en France ou ailleurs? Il n'est pas sérieux, en effet, d'espérer la mise sur pied d'un hypothétique "gouvernement économique européen", chargé d'encadrer la Banque centrale: elle est exclue par le traité de Maastricht et elle n'a aucune chance d'être retenue par la conférence intergouvernementale en cours, notamment en raison des vetos de Bonn et Londres, entre autres.

La mention de l'emploi comme principe de valeur équivalente à la stabilité monétaire est rejetée par la majorité des gouvernements des Quinze, dont celui de M. Alain Juppé. Voilà qui en dit long sur la sincérité du lamento sur la "fracture sociale", la "lutte contre l'exclusion" et autres slogans à usage strictement interne. Dans le huis clos des réunions des ministres et des commissaires européens, entre gens "responsables", on sourit de telles incongruités, tout en faisant preuve d'indulgence pour ceux qui se sentent obligés de les énoncer lorsqu'ils regagnent leur capitale. Après tout, il leur sera toujours loisible de prétendre qu'"ils auraient bien voulu", mais qu'"ils n'ont pas été suivis par leurs partenaires". Et, le moment venu, on soumettra les citoyens à un chantage dont les termes sont déjà connus: allez-vous mettre en péril l'Europe par simple crainte frileuse des conséquences de la monnaie unique?

Les commentateurs économiques laissent en effet entendre que, si la monnaie unique ne voit pas le jour en 1999, elle sera à tout jamais enterrée et que la construction européenne en sera sérieusement ébranlée, voire

anéantie. Il serait plus judicieux de se demander si, loin de consolider l'unité de l'Europe, elle ne va pas causer sa perte. S'ils sont consultés après avoir été honnêtement informés, les électeurs risquent bien, en effet, d'assimiler ce qu'on leur présente indûment comme l'Europe à la régression sociale et à la mutilation de la démocratie.

On comprend mieux ainsi pourquoi, en France, l'idée d'un référendum sur ce sujet provoque la panique chez la plupart des responsables des "partis de gouvernement" et dans la quasi-totalité des médias. Pourtant, pour obtenir la ratification du traité de Maastricht par le Danemark et le Royaume-Uni, il a fallu concéder à ces deux pays le droit de se prononcer sur le passage à la troisième phase de l'union monétaire, c'est-à-dire à l'euro, alors que ce passage doit être automatique pour les autres. Plus significatif encore, le Tribunal constitutionnel de Karlsruhe a, nonobstant le traité, exigé ce droit pour l'Allemagne. Ce qui est bon pour trois pays, et non des moindres, ne le serait-il pas pour les autres? Est-ce trop demander à M. Jacques Chirac, qui envisage de consulter directement l'ensemble de la population sur des sujets tels que l'éducation, d'utiliser la même voie pour une affaire pas moins décisive: le maintien ou non de la liberté des citoyens de continuer à pouvoir choisir le type de société dans lequel ils veulent vivre?

(1) *Le Monde diplomatique* organise, au Mans, au mois de décembre, un colloque intitulé "L'Europe, pour ou contre nous?" (voir l'annonce dans la même page).

(2) M. Valéry Giscard d'Estaing est formel: "Je ne crois pas souhaitable pour notre pays d'entrer dans la grande aventure européenne en état de faiblesse économique et sociale" (*L'Express*, 10 octobre 1996). Pour sa part, M. Jacques Delors considère que, sans gouvernement européen, la monnaie unique pourrait bien devenir "le cheval de Troie de la mondialisation" (*Le Nouvel Observateur*, 26 septembre-2 octobre 1996).

(3) *Le Soir*, Bruxelles, 17 octobre 1996.

(4) "Non, monsieur Séguin, il n'y a pas d'autre politique", *Le Monde*, 12 octobre 1996.

(5) Entretien au *Monde*, 17 octobre 1996. Lire la réponse de Pierre Bourdieu, "Contre la pensée Tietmeyer, un Welfare State européen", *Libération*, 25 octobre 1996.

(6) *Le Nouvel Economiste*, Paris, 18 octobre 1996.

(7) Lire Liem Hoang-Ngoc et Pierre-André Imbert, "Cinq leviers pour l'emploi", *Le Monde diplomatique*, octobre 1996.